



TITRE: COMPTES RENDUS/RECENSIONI/RESEÑAS

AUTEUR(S): SAMUEL VERNET (UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES/UNIVERSITÉ DE MONCTON)

REVUE: *CIRCULA*, NUMÉRO 2, PAGES 215-217

ISSN: 2369-6761

DIRECTEURS: WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

URI: [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8047](http://hdl.handle.net/11143/8047)

Comptes rendus/Recensioni/Reseñas

Romain Colonna (dir.), (2015), *Des paroles, des langues et des pouvoirs*, Paris, L'Harmattan, coll. « Espaces discursifs », 252 p. [ISBN : 978-2-343-04951-9]

Samuel Vernet (Université Grenoble Alpes/Université de Moncton)

samuel . vernet1 @ gmail . com

Cet ouvrage fait suite au congrès du Réseau Francophone de Sociolinguistique qui s'est tenu à Corte en juillet 2013. Il complète la parution, l'année précédente, d'un autre recueil de contributions, *Les locuteurs et les langues : pouvoirs, non-pouvoirs, contre-pouvoirs* (Colonna, 2014). Romain Colonna rappelle en introduction que l'objectif de l'ouvrage est, « à travers l'analyse sociolinguistique des paroles et des langues, de "déconstruire" les processus et les contextes sociaux qui favorisent l'émergence de tel ou tel pouvoir » (p. 12), qu'il soit linguistique ou non. C'est là différentes façons d'envisager, par la sociolinguistique, la vaste question du pouvoir. Ce livre présente ainsi une variété de terrains, d'ancrages théoriques et de méthodes d'analyses, d'acteurs et ultimement d'enjeux sociaux.

On y trouvera, malgré tout, des récurrences. La principale tient aux milieux investis. Là où l'appel à contributions du congrès invitait à réfléchir sur la notion de pouvoir dans de nombreux espaces (Romain Colonna rappelle « institutions, politique, écoles, milieux de travail, milieux associatifs, etc. », p. 7), on sent dans cet ouvrage une prééminence du milieu éducatif. Ainsi, deux contributions questionnent la position de pouvoir symbolique des professeur-e-s, en France et au Canada, à l'école et à l'université (Brigitte Marin, Gaëlle Planchenault), là où Nolwenn Lorenzi décrypte les rapports professeur-e-s/élèves à travers le prisme de la violence verbale. Sur les mêmes terrains on trouvera, dans d'autres contributions, une autre forme de pouvoir, d'autres enjeux, ceux qui se camouflent derrière les discours dominants sur la langue. Certains contributeurs exposent cet « imaginaire » (en Guadeloupe, Béatrice Jeannot-Fourcaud), ou proposent une nouvelle façon d'envisager l'enseignement de la langue (Ofelia Garcia, ou Phyllis Dalley à Ottawa) quand d'autres testent sur le terrain, à travers une recherche-action, de nouveaux dispositifs didactiques visant à une meilleure prise en compte du bilinguisme à l'école (Stéphanie Clerc et Claude Richerme-Manchet). Je trouve légitime d'interroger cette prépondérance des enjeux scolaires et didactiques. Ces terrains seraient-ils plus accessibles aux sociolinguistes ? Y aurait-il un fort sentiment de responsabilité sociale ? Peut-être la sociolinguistique est-elle plus liée *institutionnellement* aux milieux scolaires à travers les parcours de formations universitaires ?

Différentes méthodes d'enquête sont mobilisées ici pour investir l'école. L'ethnographie en premier lieu, entre observation, observation participante, et entretiens. Cette démarche semble particulièrement pertinente pour observer dans leur contexte les enjeux de pouvoirs de situations sociales du

quotidien. Ainsi, par exemple, que Nolwenn Lorenzi le fait en analysant les interactions spontanées d'une classe de 4^e. Parce qu'elles questionnent plutôt la position dominante de certains discours et certaines représentations, d'autres auteures choisissent la méthode des questionnaires (Gaëlle Planchenault, Béatrice Jeannot-Fourcaud). Méthode plus attendue peut-être, plus classique, qu'il serait sûrement intéressant de compléter par une ethnographie pour gommer les effets produits de données trop réduites, mais qui apporte quand même des informations intéressantes, par exemple sur l'imaginaire linguistique des enfants guadeloupéens (Béatrice Jeannot-Fourcaud). Marie Salaün et Véronique Fillol choisissent, elles, en s'appuyant sur des textes de loi, de faire un état des lieux de l'enseignement des langues kanaks en Nouvelle-Calédonie. Enfin, l'article d'Elatiana Razafimandimbimanana interroge la pluralité linguistique dans la mise en scène de photos par des collégiens (ce qui pose les bases d'une « sociolinguistique visuelle », p. 220), un matériau original et qui ouvre de riches perspectives, même si l'on peine, ici, à faire le lien avec le plurilinguisme et les enjeux de pouvoir.

À côté, plusieurs articles s'écartent de cette thématique scolaire. Dans le premier texte de l'ouvrage, Rose-Marie Volle propose une analyse argumentative de lettres ouvertes de personnalités du monde universitaire s'opposant à la loi sur l'autonomie des universités françaises. Plus loin, un autre texte nous emmène au Brésil questionner l'influence idéologique des discours médiatiques (Camila Ribeiro). L'auteure procède à une analyse argumentative d'un corpus de journaux télévisés. Un deuxième article traite de l'émancipation des individus face à la pression des familles en Inde (Madhura Joshi) où l'auteure a recueilli des récits de mariage dans la classe moyenne urbaine de différentes villes. Le troisième, au Japon, expose comment certaines femmes détournent les pratiques linguistiques genrées pour inverser la hiérarchie sociale « patriarcale ». Ici Kayoko Iwauchi mène des analyses microlinguistiques de quelques interactions captées lors d'une émission télévisée où des couples viennent se disputer devant les caméras. Ces trois derniers textes peuvent paraître décalés au regard de la présence prépondérante du milieu de l'éducation dans les autres contributions, mais éclairent des situations de pouvoir et des enjeux idéologiques et politiques tout à fait différents.

J'évoquerai enfin le rôle et le statut du chercheur, intéressant à interroger par rapport à cette question de « l'émergence de tel ou tel pouvoir ». On peut parfois regretter que les auteur-e-s ne nous fournissent pas d'éléments sur leur propre position dans les enjeux de pouvoirs qu'ils mettent en évidence, d'autant plus gênant au regard de la teneur politique et idéologique de certains matériaux étudiés (la couverture médiatique d'une affaire de corruption politique, par exemple). Cette thématique est en revanche abordée dans quelques articles, où les auteur-e-s affirment plus volontiers un parti-pris politique, au regard de situations perçues, vécues, comme inégalitaires, discriminantes. Et si Marielle Rispaïl, à la fin du livre, salue « la détermination politique » (p. 242) des chercheur-e-s, il est aussi intéressant de s'arrêter sur cet engagement militant pour questionner la position et l'influence des chercheur-e-s dans l'espace public. Pascal Ottavi, dans son article critique de l'ouvrage de Bruno Maurer (2011), a posé plus franchement cette question, celle, finalement, de l'influence idéologique des chercheur-e-s.

Concluons cette revue en revenant sur deux mots-clés qui, à mon sens, décrivent cet ouvrage. Ces deux mots ne sont pas toujours théorisés par les contributeurs, et même, ne sont pas toujours employés, mais ils me semblent être présents en filigrane de chacune des recherches, de chacun des terrains. Le premier est *idéologie(s)*. Cette thématique est bien présente dans la majorité des contributions, même si d'autres ne l'abordent pas ou choisissent un cadre théorique proche sans s'y aventurer (les imaginaires langagiers, par exemple). Les articles de ce livre mettent tous, d'une façon ou d'une autre, en évidence les idéologies qui se cachent derrière telle ou telle position sociale, telle ou telle pratique ou discours. Le deuxième mot est *légitimité*. Celui-ci est très peu présent explicitement ; il me semble pourtant que la question de la légitimité se pose plus ou moins implicitement dans chacune des contributions. Qu'il s'agisse de la légitimité des acteurs de chacun des terrains dans les situations « de pouvoir, de non-pouvoir ou de contre-pouvoir » (pour reprendre les termes du congrès et de l'ouvrage), mais également de la légitimité des chercheur-e-s, sur leurs terrains ou dans l'espace public.

Références

- Colonna, Romain (dir.) (2014), *Les locuteurs et les langues : pouvoirs, non-pouvoirs et contre-pouvoirs*, Limoges, Lambert-Lucas, coll. « Linguistique », 370 p.
- Maurer, Bruno (2011), *Enseignement des langues et construction européenne: le plurilinguisme, nouvelle idéologie dominante*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 156 p.